

Zeitschrift: Schweizer Erziehungs-Rundschau : Organ für das öffentliche und private Bildungswesen der Schweiz = Revue suisse d'éducation : organe de l'enseignement et de l'éducation publics et privés en Suisse

Herausgeber: Verband Schweizerischer Privatschulen

Band: 66 (1993)

Heft: [3]

Artikel: Prise de position sur le projet de réglementation de la reconnaissance des certificats cantonaux de maturité = Stellungnahme VSP zur Neuregelung der Anerkennung kantonaler Maturitäten

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-852210>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Forderung des diskussionslosen Übertritts unter den vorgeschlagenen Bedingungen in keiner Weise gesichert sein wird. Soll die Billigmatura verhindert werden, wird dies nur im Sinne eines Vorschlages von Prof. Dr. Rolf Dubs möglich sein: Vermittlung und Prüfung eines an Disziplinen orientierten Grundwissens ohne ausuferndes Wahlfachsystem!



INFORMATIONEN SCHULE SCHWEIZ
INFORMATIONS SCOLAIRES SUISSES

Prise de position sur le projet de réglementation de la reconnaissance des certificats cantonaux de maturité

Le diplôme de maturité – quelle que soit l'issue de la révision en cours – doit être reconnu et permettre l'accès à toutes les Universités cantonales et aux Ecoles polytechniques fédérales sans autres conditions préalables.

Malgré le refus d'adhésion à l'EEE par le peuple et les cantons, il est souhaitable que la révision tienne compte de l'évolution de la politique de l'éduca-

tion chez nos voisins afin d'assurer l'euro-compatibilité à notre diplôme national.

La FSEP souhaite être invitée à participer à l'élaboration du règlement concernant les «Maturités libres». Elle estime, en outre, qu'il serait opportun qu'elle fût associée à l'organisation et au déroulement desdits examens.

Questions

L'objectif de formation stipulé à l'art. 5 du projet part du principe que le gymnase permet encore et toujours d'acquérir les connaissances et les aptitudes nécessaires pour entreprendre des études universitaires, et qu'il est conçu comme une école de formation générale à exigences élevées. Etes-vous d'accord avec cet objectif de formation?

Nous approuvons les objectifs tels qu'ils sont formulés à l'art. 5.

Nous craignons toutefois que le développement de ces principes en 4 alinéas ne prêter à malentendus. Nous souhaiterions une formulation plus claire et plus concise.

Est-il correct à votre avis que la durée des études soit fixée à douze ans minimum avant la maturité?

Nous sommes favorables à une durée des études limitée à 12 ans. Nous pensons toutefois que la durée d'une formation et le nombre total de leçons dispensées au cours des années ne sont pas les seuls critères détermi-

nants. De nouveaux moyens et méthodes d'enseignement ne doivent pas être négligés, notamment pour les écoles de maturité pour adultes.

Estimez-vous correcte la solution proposée en ce qui concerne le nombre minimum des disciplines comptant pour la maturité (5 disciplines obligatoires et 4 disciplines à option) et la combinaison de ces disciplines? Approuvez-vous le fait que ne figure point (au nombre des conditions de reconnaissance) la description des «types de maturité»?

Nous approuvons:

- la réduction à 9 du nombre de matières et
- la suppression des types de Maturité.

Les matières proposées et les combinaisons de matières doivent être réexaminées.

Approuvez-vous la proposition selon laquelle il serait exigé des élèves la présentation d'un travail interdisciplinaire (10^{ème} note de maturité)?

Nous sommes d'accord avec l'idée d'introduire un travail interdisciplinaire.

Nous pensons que la notation d'un tel travail ne manquera pas de poser des problèmes (p.ex. pour les travaux de groupes). Il nous paraît même probable que l'exigence d'une note ait des conséquences défavorables sur l'intérêt pédagogique d'un tel travail.

Ce travail interdisciplinaire devrait être terminé et évalué avant le début des

examens de maturité sans faire l'objet d'une note sur le diplôme (cf. par analogie à la proposition faite pour la troisième langue nationale).

Approuvez-vous la proposition selon laquelle la troisième langue nationale deviendrait obligatoire (note ne comptant pas pour la maturité)?

Nous n'approuvons pas l'obligation d'enseigner une troisième langue nationale. Le libre choix de la deuxième langue nationale doit être maintenu. Ainsi, le français, l'allemand et l'italien seront traités de manière équivalente.

En considérant les choix possibles, nous voyons le danger que l'anglais ne fasse les frais de la réforme. Il nous paraît superflu d'insister sur l'importance que revêt l'étude et la connaissance de l'anglais à notre époque.

Problématique de la combinaison des matières

La combinaison des matières, telle qu'elle est proposée, peut conduire à une limitation de choix des matières scientifiques. Cette crainte est encore renforcée par l'absence d'une définition claire de la matière dite «sciences expérimentales». Il ne serait dès lors pas acceptable que des examens d'admission soient exigés par certaines facultés ou écoles pour compenser d'éventuelles lacunes.

Les combinaisons de matières telles qu'elles sont actuellement proposées nous paraissent être diamétralement

opposées aux objectifs énoncés à l'art. 5 de la révision de l'ORM.

Nous pensons qu'il est absolument indispensable:

- de définir clairement la matière «sciences expérimentales» et, le cas échéant, améliorer les choix.
- de clarifier la position ou les nouvelles exigences des matières socio-économiques.

Stellungnahme VSP zur Neuregelung der Anerkennung kantonaler Maturitäten

Das Maturitätszeugnis muss – in welche Richtung sich die definitive Revision der Maturitätsverordnung auch bewegen mag – ein von allen kantonalen Universitäten und den beiden Eidgenössischen Technischen Hochschulen anerkannter und auflagenfreier Zulassungsausweis bleiben. Die Revision der Verordnung darf nicht dazu führen, dass die Hochschulen Aufnahme- bzw. Zulassungsprüfungen durchführen.

Trotz des Volks- und Ständeneins zum EWR liegt viel daran, dass die bildungspolitische Entwicklung im europäischen Ausland in die Revision mit einbezogen und nach einer eurokompatiblen Lösung gesucht wird.

Wir möchten die zuständigen Behörden ermuntern und auffordern, den VSP beim Erlass der besonderen Be-

stimmungen für die «freien Maturitätsprüfungen» mitwirken zu lassen und als Partner bei der Organisation sowie Durchführung dieser Prüfungen anzuerkennen.

Zu den einzelnen Fragen

Das in Artikel 5 des Entwurfs formulierte Bildungsziel geht davon aus, dass das Gymnasium auch künftig die allgemeine Hochschulreife vermittelt und als anspruchsvolle allgemeinbildende Schule geführt wird. Stimmen Sie diesem Bildungsziel zu?

Wir sind grundsätzlich mit dem in Art. 5 formulierten Bildungsziel einverstanden, geben aber zu bedenken, dass die in vier ausführlichen Absätzen dargelegten Bildungsinhalte auch Quellen von Missverständnissen sein könnten. Wir wünschen uns eine klarere und konzisere Abfassung des Bildungsziels.

Ist es richtig, grundsätzlich von einer 12jährigen Ausbildungsdauer bis zur Maturität auszugehen?

Wir begrüßen das Modell einer 12-jährigen Ausbildungsdauer bis zur Maturität. Allerdings sind wir der Meinung, dass die Dauer einer Ausbildung, ebenso wie die Anzahl erteilter Lektionen, keine genügenden Kriterien sind. Neue Methoden und alternative Unterrichtsformen dürfen nicht benachteiligt werden; dies gilt insbesondere für die berufsbegleitenden Maturitätsschulen.

Halten Sie die vorgeschlagene Mindestzahl der Maturitätsfächer (5 obligatorische Fächer, 4 Wahlpflichtfächer) und die vorgeschlagene Kombination dieser Fächer für richtig? Stimmen Sie dem Verzicht auf die Umschreibung von «Maturitätstypen» (als Anerkennungsbedingung) zu?

Wir halten für richtig:

- die Reduktion auf 9 Maturitätsfächer und
- den Verzicht auf die Maturitätstypen.

Die vorgeschlagenen Fächer und Fächerkombinationen müssen überarbeitet werden.

Befürworten Sie den Vorschlag, eine fächerübergreifende Arbeit zu verlangen (10. Maturitätsnote)?

Wir sind mit der fächerübergreifenden Arbeit einverstanden. Wir sehen allerdings auch die Problematik der Notengebung (z. B. bei Gruppenarbeiten) und finden, dass das pädagogische wie methodische Ziel einer solchen Arbeit durch den Zwang der Notengebung verhindert wird. Die fächerübergreifende Arbeit sollte vor Beginn der Maturitätsprüfungen abgeschlossen sein und mit einer für die Maturitätsprüfung nichtzählenden Note bewertet werden (analog Vorschlag Obligatorium dritte Landessprache).

Befürworten Sie den Vorschlag, ein Obligatorium der dritten Landessprache einzuführen (nichtzählende Note)?

Ein Obligatorium der dritten Landessprache lehnen wir ab. Die Wahl der zweiten Landessprache soll den Kandidaten offenstehen. Damit werden Deutsch, Französisch und Italienisch gleich behandelt. Bei den vorgeschlagenen Wahlmöglichkeiten besteht die Gefahr, dass das Englische – über dessen Bedeutung als Wissenschaftssprache wir keine weiteren Worte zu verlieren brauchen – unter den Tisch fällt. Diesem Anliegen ist in geeigneter Form Rechnung zu tragen.

Problemkreis Fächerkombination

Durch die jetzt vorgesehenen Kombinationen kann ein Wahlverhalten entstehen, das im Bereich Naturwissenschaft – dem eine klarere Definition der Bildungsinhalte zugrunde gelegt werden muss – eine zu schmale Basis bietet. Dadurch kann das übergeordnete und zentrale Ziel der allgemeinen Hochschulreife verfehlt werden. Es ist aber unter allen Umständen zu vermeiden, dass einzelne Hochschulen oder Fakultäten Aufnahmeprüfungen einführen, weil Sie die allgemeine Matur mangels Substanz nicht mehr anerkennen. Die vorgeschlagenen Fächerkombinationsmöglichkeiten stehen in diametralem Gegensatz zu Art. 5 des MAV-Revisionsvorschlages.

Wir halten die nachstehenden Änderungen für zentral:

- eindeutige Definition und stärkeres Gewicht des Bereichs «Naturwissenschaft» und
- klarere Positionierung der Wirtschaftsfächer.